Vingt-neuvième Année. — N° 365 UN NUMÉRO : 15 CENTIMES. MARDI 30 DECEMBRE 1884

# JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

PRIX DE L'ABONNEMENT
Roubaix-Tourcoing : Trois mois, 13 fr. 50. — Six mois, 26 fr. — Un an, 50 fr.
Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne : Trois mois, 15 fr.
La France et l'Etranger, les frais de poste en sus
Le prix des abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
17, RUE NEUVE, 17
Directeur gérant : ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS ET ANNONCES :
RUE NEUVE, 17, A ROUBAIX. — A LILLE, RUE DU CURÉ-SAINT-ÉTIENNE, 9 bis.
Paris, chez MM. HAVAS, LAFFITE et Cie, place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 34
Bruxelles, à l'OFFICE DE PUBLICITÉ

ROUBAIX, LE 29 DÉCEMBRE 1884.

## RÉCLAME ÉLECTORALE

L'autre jour, quand M. Buffet, avec cette haute raison et ce vigoureux bon sens qui donnent à son éloquence tant de puissance et d'autorité, critiquait, à la tribune du Sénat, la politique financière du gouvernement et montrait comment, après avoir par leurs gaspillages appauvri la France et vidé le Trésor, ces habiles gens en sont réduits maintenant à grappiller quelques centaines de francs dans la poche des Petites-Sœurs des Pauvres, un sénateur de la gauche a cru déconcerter l'éminent orateur en lui lançant au visage ces deux mots : Réclame électorale !

L'interrupteur était M. Testelin,

Eh bien! quand l'observation de M. Testelin serait juste, quand les membres de l'opposition, en faisant ressortir les fautes du gouvernement, voudraient se recommander eux-mêmes aux électeurs et faire voir que si le pouvoir leur était confié, au lieu de rester dans les mains indignes qui le détiennent actuellement, ils géreraient plus honnêtement, plus adroitement et plus heureusement les intérêts de la France, qui donc aurait le droit de leur en faire un reproche? »

Rien n'est plus correct, rien n'est plus loyal et de meilleure guerre que de signaler au pays les imprudences et les maladresses de ses adversaires. Les hommes qui sont en ce moment au pouvoir ne s'en sont pas fait faute jadis, et ce serait en vérité, de leur part, une prétention étrange que de vouloir interdire aux autres les armes dont ils se sont servis si fréquemment eux-mêmes. C'est, après tout, le droit strict des oppositions; et le devoir, l'intérêt surtout des gouvernements, est de se conduire de telle sorte que le simple exposé de leur administration ne devienne pas, entre les mains de ceux qui voudraient les renverser, une réclame électorale.

Ce n'est ni à M. Buffet, ni à la droite du Sénat, que les opportunistes ont sujet de s'en prendre si, en traçant le tableau de leurs actes, on inspire par cela même, aux populations averties, un salutaire désir de remettre désormais à de plus consciencieux et de plus habiles le soin de leurs destinées.

Réclame électorale! M. Testelin, en prononçant ce mot, dans l'intention de venir en aide au ministère, n'a point deviné quelle tuile il jetait ainsi sur la tête de ses amis. Parler de la triste situation de notre commerce et de notre industrie, réclame électorale pour les adversaires du Gouvernement! Exposer les souffrances de notre agriculture et montrer de quelles lourdes charges sont écrasées notre grande et notre petite propriété, réclame électorale pour l'opposition! Enumérer les dépenses superflues dont on a depuis quelques années grevé le Trésor public, additionner les taxes et les impôts dont on nous a gratifiés, calculer enfin les moins-values de recettes et les déficits permanents du budget, réclame électorale pour ceux qui veulent entrer en lutte avec les candidats patronnés par M. Jules Ferry !

Eh! oui, sans doute, nous n'y contredisons pas, et nous comptons bien nous servir, pour désabuser ceux qui vous avaient donné leurs suffrages, de toutes les preuves d'impéritie que vous avez accumulées depuis cinq ans. Si vous aviez fait meilleur usage du pouvoir dont vous vous êtes emparés avec tant de hardiesse, si vous aviez rendu la France plus forte, plus riche, plus prospère, plus libre, nous aurions été assez bons patriotes pour nous en réjouir, et en tout cas nous vous aurions permis très volontiers de vous faire de votre habile gestion une réclame électorale.

Or, comme vous avez fait précisément tout le contraire, souffrez qu'à notre tour nous nous prévalions de vos fautes pour faire comprendre au pays que, s'il ne veut pas périr, il faut à tout prix qu'il vous replonge le plus tôt possible dans le néant d'où il a eu l'imprudence de vous tirer.

## L'ESPRIT DES MORTS

Emprunté à Montesquieu dans : *Grandeur et décadence des Romains*, chapitre IV :

« La tyrannie d'un prince ne met pas un Etat plus près de sa ruine que l'indifférence pour le bien commun n'y met une République. L'avantage d'un Etat libre est que les revenus y sont mieux administrés, mais lorsqu'ils le sont plus mal, l'avantage d'un Etat libre est qu'il n'y a pas de favoris; mais quand cela n'est pas, et qu'au lieu des amis et des parents du prince il faut faire la fortune des amis et des parents de tous ceux qui ont pris part au gouvernement, tout est perdu; les lois y sont éludées plus dangereusement qu'elles ne sont violées par un prince qui, étant toujours le plus grand citoyen de l'Etat, a le plus d'intérêt à sa conservation. »

Ne dirait-on pas que Montesquieu avait prévu le gouvernement actuel?

## LA QUESTION DES TRANSPORTS

L'*Intransigeant* n'accepte pas les démentis réitérés du *Temps* et des autres journaux ministériels au sujet de l'achat par le gouvernement français de navires anglais pour le transport au Tonkin des renforts et du matériel de guerre. L'*Intransigeant* écrit ce matin :

Aujourd'hui que le ministère s'est bien enferré par ses propres déclarations, nous allons mettre les points sur les i et imprimer les noms en toutes lettres.

L'agent chargé de traiter l'affaire et de la conclure avec notre ministère de la marine pour le compte des armateurs britanniques, est M. Cadiot, beau-frère de M. Rouvier, qui est lui-même, depuis quelques semaines, ministre du commerce de la République française.

M. Cadiot, dans cette circonstance, représentait un syndicat de spéculateurs ayant son siège à Londres, et qui prend pour raison sociale cette étiquette absolument trompeuse : *Comptoir français*.

Ces renseignements ne seraient pas complets si nous n'ajoutions que, par patriotisme, des armateurs français avaient offert d'effectuer POUR RIEN les transports que notre ministère de la marine va payer très cher aux armateurs du Royaume-Uni.

## M. POUYER-QUERTIER A GISORS

Gisors, 28 décembre.

M. Pouyer-Quertier vient de terminer à Gisors, au milieu des applaudissements unanimes d'un public considérable, la conférence que les agriculteurs de l'Oise et de l'Eure avaient sollicitée de lui.

L'ancien ministre de nos finances a, pendant *deux heures consécutives*, et avec un succès constant, parlé aux travailleurs de nos campagnes des questions qui les intéressent et obtenu leur concours absolu pour la cause économique dont il s'est fait le défenseur.

Non seulement les cultivateurs avaient voulu donner par leur présence un témoignage de leur sympathie à l'éminent conférencier, mais aussi les représentants de l'Eure et de l'Oise étaient groupés autour de leur collègue.

Voici, par dépêche, le résumé du discours prononcé par l'éminent économiste :

M. Pouyer-Quertier considère que la situation désastreuse de notre agriculture vient du système économique actuel.

Les charges imputées à l'agriculture par l'Etat, sont de 956 millions. Quand on apporte dix sacs de blé ou dix bœufs au marché, il faut en abandonner trois au fisc. La propriété foncière non bâtie est de 9 milliards; le revenu de 2 milliards 615 millions, soit 3 pour cent, y compris tout bénéfices. M. Pouyer-Quertier voudrait non pas la protection, mais la compensation; il voudrait la régler sur les mêmes droits que supportent nos propres produits; il voudrait enfin qu'on nous traitât en notre propre pays comme on traite les étrangers, et qu'on ne laissât point subsister l'ordre de choses d'après lequel il y moins de frais de transport pour aller de Californie à Marseille que pour aller de Marseille à Paris.

L'orateur se déclare ennemi des enquêtes, il veut qu'on agisse et qu'on agisse au plus tôt. Il réfute toutes les objections de ses adversaires, démontre que l'ouvrier des villes n'a de débouché que si les campagnes sont prospères; il démontre qu'à part l'Angleterre et nous, qui cherchons à l'imiter, toutes les nations ont renoncé à faire des traités de commerce. La crise actuelle, conclut l'orateur, vient du libre échange auquel il faut renoncer, et conquérir la compensation, si on veut revoir prospérer l'agriculture; le sort des empires a toujours dépendu de la prospérité agricole.

Demain nous reviendrons sur le discours de M. Pouyer-Quertier.

Constatons cependant aujourd'hui que l'honorable sénateur, après sa conférence, a obtenu de son auditoire un vote unanime en faveur des résolutions adoptées, dans sa dernière séance, par la Société des agriculteurs de France, lesquelles résolutions, on le sait, frappent d'un droit équivalent à ceux que nous payons pour nos produits analogues, les céréales et les bestiaux étrangers.

Le vote est donné par environ 500 agriculteurs d'une importance considérable. Il est cinq heures; un banquet de 700 couverts a lieu dans quelques instants à la filature de M. Davillie.

D'autres discours y seront prononcés. La ville est en fête et en joie.

## LE COMBAT DE LAM

### RAPPORT OFFICIEL

Le ministre de la marine a reçu du général Brière de l'Isle le rapport du lieutenant-colonel Donnier sur le combat livré à Lam par les troupes de la colonne :

Voici le texte de ce rapport :

Chu, 8 octobre 1884.

Mon cher général,

Le 6 octobre, à sept heures du matin, la colonne avait quitté le mouillage de Tong-Linh pour continuer à remonter le fleuve.

Un détachement comprenant une compagnie de la légion étrangère (capitaine Beynet) et un peloton de tirailleurs tonkinois (capitaine Bataille) protégeait le mouvement de la flottille.

Ce détachement atteignait la berge de Lai Tam en même temps que la flottille et rendait compte qu'il n'avait vu aucun ennemi pendant sa marche.

En conséquence, l'ordre était donné de continuer le mouvement et d'essayer de pousser jusqu'à Lam.

La flottille y arrivait vers dix heures du matin.

L'escorte rejoignait peu après la flottille et rendait compte que, dans ce dernier trajet, elle n'avait rien vu encore.

Ordre était donné au capitaine Beynet de disposer son détachement de façon à surveiller la route de Lam à Chu.

Un point ayant été trouvé, peu en amont, qui permettait à l'*Eclair* d'accoster à 4 mètres d'une pente praticable, la compagnie Bolgert, de la légion, fut mise à terre pour soutenir la compagnie Beynet; ordre fut envoyé aux jonques et au chaland, portant le détachement du 143e et l'artillerie, de venir successivement accoster l'*Eclair*, qui servirait de ponton pour le débarquement.

Vers midi, cet ordre recevait un commencement d'exécution.

L'ennemi prononçant un mouvement enveloppant en avait profité pour se glisser dans les fourrés de la rive.

Pendant que l'*Eclair* riposte, je porte la compagnie Rolgert à 1,000 mètres environ en avant du point de débarquement, pour prendre à revers la boucle du fleuve.

La compagnie Bolgert ouvre le feu sur les tirailleurs ennemis.

Mais les groupes ennemis qui déjà avaient menacé de tourner la gauche de la compagnie Beynet tentent d'envelopper, par la gauche, la position de la compagnie Bolgert.

De nombreux groupes d'ennemis s'approchent de nos positions à la faveur des hautes herbes.

Vers une heure, la compagnie Frayssinaud, du 143e, arrive sur le lieu du combat et se place en *réserve; la compagnie Cavellier, du même corps*, arrive peu après et se place en réserve générale.

Vers deux heures, une vive fusillade éclate tout autour de nos positions; l'ennemi débouche en force dans les deux directions d'attaque et marche résolument à l'attaque.

A gauche, les tirailleurs tonkinois ont un moment d'hésitation; mais la compagnie Fraissynaud se lance en avant, l'ennemi est rejeté.

Le capitaine Beynet enlève rapidement ses sections de tête et les porte à la tête de la compagnie Bolgert; puis, les deux compagnies de la légion se précipitent à la baïonnette sur l'ennemi.

Celui-ci ne tarde pas à plier et se retire en désordre. A ce moment, le capitaine Beynet est tué raide d'une balle.

Sur les deux points de l'attaque ainsi dégagés, les troupes poussent de l'avant, et la compagnie Fraissynaud, du 143e, ayant fait un changement de direction à droite, la ligne se trouve établie à l'Est.

La section d'artillerie (lieutenant Largot) avait, pendant ce temps, achevé de débarquer. Une première pièce est rapidement amenée sur la ligne de combat et achève la déroute des Chinois.

Puis la deuxième pièce ayant pris position à son tour la section canonne à distance des troupes chinoises qui sortent des forts pour recueillir les fuyards. Le feu cesse vers cinq heures et demie.

Nos pertes, pendant la journée du 6 octobre, ont été de 11 tués, dont le capitaine Beynet, de la légion étrangère, et 30 blessés, dont le sous-lieutenant Bataille, des tirailleurs tonkinois.

Les pertes de l'ennemi ont été considérables.

*Signé* : DONNIER.

### LE COMBAT DE CHU

*Rapport du lieutenant-colonel Donnier, commandant la colonne, à M. le général commandant la 2e brigade, sur le combat livré par les troupes de la colonne, le 10 octobre 1884, sur les hauteurs en avant de Chu.*

Chu, le 12 octobre 1884.

Mon général,

J'ai l'honneur de vous adresser mon rapport sur le combat livré par les troupes de la colonne le 10 octobre 1884, sur les hauteurs en avant de Chu.

La colonne ayant été renforcée, le 9 par l'arrivée de la colonne de Mibielle (soit 500 tirailleurs algériens et une batterie de 4 pièces de 80 de montagne), j'ai résolu d'occuper le 10 au matin, dans un rayon de 1,000 à 1,500 mètres en avant de ma position d'attente, des hauteurs que j'avais fait reconnaître l'avant-veille.

Ces positions comprennent deux lignes de hauteurs distinctes.

Des dispositions ont été prises le 10 au matin pour reconnoître offensivement ces positions avancées et les occuper.

Dès le réveil, une forte reconnaissance, sous les ordres du commandant de Mibielle, a été poussée dans la direction des forts de la route de Lang-Son, afin de détourner l'attention de l'ennemi et de le retenir dans ses forts.

A droite, le détachement du 143e, brillamment entraîné par son chef, le capitaine Frayssinaud, a gravi les pentes et atteint la crête en refoulant vigoureusement devant lui les tirailleurs chinois; il les a débusqués d'une tranchée où était établi le poste vu les jours précédents et les a rejetés vers une hauteur voisine (la butte des Pins). A ce moment, où il couronnait la position qui lui avait été indiquée comme but de l'opération, le capitaine Frayssinaud est tombé frappé d'une balle à la tête.

Le capitaine Cuvellier prend après lui la direction du combat, mais son élan l'entraîne au-delà du but marqué, il se jette à la poursuite des Chinois, qui se sont repliés à 300 mètres à peine sur la hauteur des Pins et en garnissent les tranchées.

Pendant qu'il descend la pente pour se porter à l'attaque de ces tranchées, le détachement, accueilli par une fusillade des plus nourries, subit des pertes considérables. Le capitaine Cuvellier tombe frappé de trois balles, et autour de lui tombent un grand nombre de militaires du 143e que son entrain a électrisés.

Je fis relever le détachement du 143e de ligne par deux compagnies du 3e tirailleurs algériens : capitaines Polère et Valet, et le capitaine adjudant-major Mercier, du même corps, était envoyé pour prendre le commandement.

Pendant ce temps, j'avais placé une section de la 11e batterie sous les ordres du capitaine Jourdy, sur la crête de la hauteur occupée par la compagnie Belgert, de la légion, et près de l'aile gauche.

Les troupes de première ligne étaient ainsi en position, deux compagnies de la légion et la batterie Jourdy sur la hauteur de gauche, deux compagnies du 3e tirailleurs algériens sur la hauteur de droite; le combat a duré tout le jour, sous un soleil de feu; l'ennemi cherchait, par un feu rasant des mieux ajustés, à nous faire évacuer les crêtes, et ses efforts les plus opiniâtres se portaient sur la hauteur de droite occupée par les tirailleurs algériens.

Plusieurs fois, pendant la journée, des troupes venant des forts de la route de Lang-Son, sont venus renforcer les défenseurs de Chu; chaque arrivée de renforts était suivie d'une poussée vers nos positions et d'un redoublement marqué d'intensité de feu.

Vers deux heures, un fort détachement sorti des forts de l'ouest, a cherché à envelopper notre aile gauche et à couper nos communications avec Trai-Dam (débarcadère des vivres et des munitions) en se glissant le long de l'arroyo qui coule derrière la position d'attente de la colonne.

Une des deux compagnies du 3e tirailleurs algériens laissées en réserve sur cette position : capitaine Chirouze, a été opposée à ce mouvement tournant et a réussi à l'arrêter.

Vers quatre heures, notre aile gauche était dégagée, ainsi que nos derrières.

A la nuit tombante, la hauteur était entièrement couronnée d'un parapet suffisant pour arrêter le tir rasant de l'ennemi.

Pendant la nuit, sur tout le développement du front du combat, les troupes travaillaient à renforcer les retranchements qui, au jour, offraient une protection et une valeur défensive des plus sérieuses.

Pendant la journée du 10 octobre, toutes les troupes qui ont pris part au combat ont fait preuve d'autant d'élan à enlever les positions ennemies, que de ténacité et de solidité pour les conserver sous le feu le plus vif; chacun a fait vaillamment son devoir.

Nos pertes, dans la journée du 10 octobre, ont été de 21 tués, dont un officier, le capitaine Cuvellier du 143e et de 89 blessés, dont 2 officiers : MM. le capitaine Frayssinaud et le sous-lieutenant Fourest, du 143e.

## NOUVELLES DU JOUR

### M. Ferry et M. de Bismarck.

*Pesth, 28 décembre.* — *Le Pester Lloyd* croit que la nouvelle d'une prochaine rencontre entre le prince de Bismarck et M. Jules Ferry n'est pas entièrement dénuée de fondement.

Le *Pester Lloyd* développe l'idée de cette rencontre et la regarde comme une chose très naturelle, résultant des rapports actuels entre la France et l'Allemagne.

« Ces rapports, dit la feuille officieuse hongroise, sont aujourd'hui meilleurs que jamais, et, en remettant au second plan certaines divergences, les deux puissances ont trouvé moyen de s'entendre dans le domaine de la politique générale. »

Le journal de Pesth fait ensuite un panégyrique de la politique du prince de Bismarck et prédit au chancelier allemand qu'il détruira le prestige de M. Gladstone tout aussi facilement qu'il a su détruire celui du prince Gortchakof :

« L'Allemagne — continue le *Pester Lloyd* — a maintenant un compte à régler avec l'Angleterre en Australie aussi bien qu'en Afrique. La France, de son côté, a des différends à régler en Egypte. Cette communauté d'intérêts a naturellement produit entre l'Allemagne et la France un rapprochement dont bénéficieront les deux pays et, avec eux, l'Europe entière. »

Le journal hongrois croit cependant que l'entrevue des deux hommes d'Etat aura lieu non pas à Paris, mais dans quelque ville de l'Allemagne.

### La laïcisation à Paris

Paris, 28 décembre. — Le président de la République a signé un décret annulant la délibération prise, le 24 novembre dernier, par le conseil municipal de Paris, qui demandait la continuation de la laïcisation des hospices et infligeait un blâme au préfet pour y avoir mis obstacle.

### La médaille du Congrès

Paris, 28 décembre. — On a distribué hier, aux députés et aux sénateurs, une médaille commémorative des séances du Congrès. Cette médaille, en bronze, porte d'un côté l'effigie de la République, et, de l'autre, la mention suivante : « *Assemblée nationale 4-15 août 1884. Révision partielle des lois constitutionnelles.* » — Ça en fait une de plus, a dit un député républicain, en mettant cette médaille dans sa poche; — c'est tout ce que le Congrès aura rapporté de plus clair!

### Le banquet des polytechniciens

*Paris, 28 décembre.* — *Hier soir, à l'Hôtel Continental*, a eu lieu le dîner annuel des élèves de l'école polytechnique des trois promotions de 1804, 1865 et 1866. A l'issue du dîner, M. Coffinières de Nordeck a proposé d'ouvrir une souscription entre tous les élèves de l'école, pour offrir un buste à l'amiral Courbet, ancien élève à l'école polytechnique. Cette idée a été accueillie avec un grand enthousiasme, et la liste s'est trouvée, en un instant, couverte de noms, parmi lesquels beaucoup déjà de célèbres.

### Le prince Napoléon

Paris, 28 décembre. — Le *Peuple* annonce que le prince Napoléon a quitté Paris, hier soir, à 7 heures 13, pour se rendre à Moncalieri, d'où il repartira dans quelques jours pour Rome et Naples avec son fils, le prince Louis Napoléon.

### Deux gendarmes ensevelis sous la neige

Lyon, 28 décembre, midi. — On télégraphie d'Aubenas que deux gendarmes en tournée de service sur la route d'Aubenas au Puy ont été surpris par une tourmente épouvantable et se sont perdus dans la neige; un seul a pu être retrouvé, respirant encore, par ses camarades, qui, inquiets, s'étaient mis à leur recherche.

### Une exposition de bières

Vienne, 27 décembre. — Au mois d'avril prochain, une exposition de bières aura lieu ici, organisée par tous les brasseurs de l'Autriche-Hongrie et ceux de l'étranger qui voudront y prendre part. Le but de cette exposition est surtout de démontrer que la bière de Bavière, qui a su s'introduire à Vienne, sur une grande échelle, ne mérite pas l'engouement qu'elle a provoqué.

### Le cidre américain

New-York, 27 décembre. — Il vient de partir pour Liverpool un navire avec un chargement complet de cidre. C'est la première fois qu'un navire entier est frété avec ce produit venant des Etats-Unis.

## BULLETIN ÉCONOMIQUE

LES TISSUS DE COTON ANGLAIS POUR LA CHINE MÉRIDIONALE. — Il résulte d'un rapport du vice-consul de France à Manchester, publié par le *Moniteur officiel du commerce*, que le moyen le plus simple de produire les articles qui conviennent à la Chine méridionale, où la vente des vêtements confectionnés en coton et en soie est entrée dans les usages, est de se faire adresser, pour servir de modèle aux fabricants français, des types choisis avec soin des costumes des habitants de la région, depuis les plus luxueux jusqu'aux plus simples avec l'indication des variantes que comporte le goût local et des quantités proportionnelles.

Les conditions de solidité des tissus, d'élégance de la coupe, de soin de la couture et de reproduction parfaite du modèle des boutons sont plus facilement réalisables en France, où l'on est habitué à soigner consciencieusement chaque détail, qu'en Angleterre, où le commerce d'exportation croit que l'à peu près doit être accepté quand même et toujours par les *foreigners*.

LE SYSTÈME PROTECTIONNISTE EN ALLEMAGNE. — Si M. de Bismarck et le Reichstag ne s'entendent pas sur bien des points politiques, ils sont absolument unis sur le terrain économique.

D'un côté, cent quatre-vingts membres du Parlement, auxquels une trentaine d'autres ont promis adhésion, viennent de former une réunion pour demander une augmentation notable des droits d'entrée sur les céréales et les produits manufacturés.

D'autre part, le prince de Bismarck a pu, dans un de ses derniers discours, constater avec éclat les excellents résultats que le retour au protectionnisme a déjà produits sur la situation économique de l'Allemagne.

« Depuis qu'en 1879, nous avons rétabli des droits protecteurs, a dit le chancelier, nous avons eu raison de l'anémie qui minait de plus en plus la nation; le commerce, l'industrie, l'agriculture se relèvent à vue d'œil; nos exportations augmentent; notre marine marchande prospère; partout la vie et l'animation renaissent, dans le domaine économique. »

**Observations météorologiques.** — *Paris, 29 décembre.* — La pression barométrique est de 752 à Biarritz; 760 à Cherbour, Nice : 763 à Charleville. — Dépression en Espagne. — Baisse de 5mm à Valentia et sur les côtes ouest de la France. — Temps probable : vent des régions est, ciel nuageux ou couvert. — Température froide.

## CHRONIQUE ÉLECTORALE

Les nouvelles que nous recevons des divers points du département confirment complètement nos dernières appréciations sur le résultat de l'élection des délégués.

Malgré la loi d'expédients, qui a eu pour objet et devait avoir pour effet, d'augmenter le nombre des délégués ministériels et d'amener ainsi le succès des candidats chers à M. Ferry, une majorité importante est acquise, dans notre département, comme dans beaucoup d'autres, aux délégués indépendants.

Les chiffres produits par les journaux de la préfecture, au lendemain du scrutin, répondaient à leurs désirs, mais ils n'étaient pas exacts. Et nos confrères cherchaient à inspirer aux autres une confiance qu'ils ne partageaient pas, quand ils annonçaient bruyamment que la candidature de M. Macarez rencontrait de toutes parts les plus vives sympathies.

Ils savent aujourd'hui qu'elle éveille de nombreux sentiments de méfiance dans tous les partis, et la réunion de Valenciennes leur a appris que ces sentiments existent jusque dans les arrondissements où M. Macarez est le plus connu.

En présence d'un candidat, qui semble décidément revêtu du patronage officiel, la lutte s'impose.

S'ils n'ont pas indiqué leur candidat, c'est que, respectueux de la volonté populaire et rejetant bien loin l'esprit de coterie qui a dicté le choix de M. Macarez, les indépendants et les conservateurs ont voulu réserver cette désignation aux délégués sénatoriaux eux-mêmes.

Déjà plusieurs noms ont été prononcés, qui, tous, répondent au sentiment de l'opinion publique et et aux besoins de l'heure présente.

L'*Echo du Nord* indique ce soir celui de M. Fiévet, de Masny. Ce nom, qui est celui d'un des grands agriculteurs de France, d'un des plus importants fabricants de sucre du département du Nord, est en effet un de ceux dont il est plus particulièrement question dans nos arrondissements. En ne le citant pas, nous obéissions à un sentiment de déférence pour les délégués sénatoriaux, auxquels le choix définitif est réservé. Mais puisque l'*Echo du Nord* le livre lui-même à la publicité, nous sommes heureux de dire que M. Fiévet réunit au plus haut degré cet ensemble de connaissances spéciales et de véritable indépendance nécessaires à notre futur sénateur.

Nous savons qu'on aurait voulu convoquer depuis plusieurs jours déjà les délégués sénatoriaux, mais il a fallu compter avec des difficultés matérielles. La liste officielle n'est arrêtée que d'hier.

La Préfecture a réservé ses communications officieuses à M. Macarez, qui, dès le lendemain de l'élection, pouvait envoyer sa circulaire avec sa carte à tous les délégués.

Que nos amis ne se laissent donc pas circonvenir par des courtiers électoraux intéressés à leur faire entendre qu'il n'y aura pas lutte et qu'ils n'ont qu'à se livrer pieds et poings liés au candidat officiel.

A très bref délai, ils seront appelés à faire leur choix et ce choix ne leur sera pas imposé. Si la candidature de M. Fiévet, de Masny, sort victorieuse de ce premier scrutin, nous ne pourrons que nous en féliciter pour notre département.

L'*Echo du Nord* voudrait bien persuader aux délégués sénatoriaux que Me Macarez n'aura pas de concurrent sérieux. « La vérité, écrit-il, est que » le parti d'opposition à la République, est dans » le désarroi, qu'il cherche depuis plusieurs se» maines un candidat à opposer, avec quelque » chance de succès, à M. Macarez, et que tous les » hommes de valeur de ce parti, connaissant les » services rendus par le candidat républicain et » la légitime popularité dont il jouit dans tout le » département, refusent le périlleux honneur d'en» gager la lutte, la défaite étant certaine. »

Autant de mots, autant d'erreurs. Les conservateurs ne sont pas dans le désarroi; ils ne désertent pas la lutte, tout au contraire; ils la soutiendront énergiquement contre un ministère qui a ruiné le pays et contre le candidat qui est le protégé de ce ministère. Ajoutons enfin que leur victoire n'est pas douteuse.

L'*Echo* le sent si bien qu'il ne peut s'empêcher de traiter ses craintes. Après avoir dit que le candidat officiel n'aurait pas de concurrent, il ajoute, quatre lignes plus bas : » *Le futur adversaire de M. Macarez ne serait autre que M. Fiévet, de Masny.* » — Mais alors M. Macarez ne sera pas seul et que faut-il penser des superbes affirmations de l'*Echo*?

## Séance annuelle des agriculteurs du Nord

M. Méline, ministre de l'agriculture, devait présider la séance solennelle de la Société des agriculteurs du Nord. Des raisons que nous n'avons pas à approfondir ici l'ayant empêché de venir, il a délégué, pour le remplacer, M. Vassylière, inspecteur général de l'agriculture, qui est arrivé hier à Lille par le train de midi 20.

La séance s'est ouverte à trois heures et demie, dans les salons de l'hôtel du Maisniel, en présence d'une assistance nombreuse.

Au bureau et sur l'estrade figuraient, outre le bureau de la Société au grand complet, MM. Vallon et Edouard Agache, membres du conseil d'administration de la Compagnie du chemin de fer du Nord; Lecouteux, directeur du *Journal d'agriculture pratique*, représentant la Société des agriculteurs de France; Lavalard, directeur de la Compagnie des omnibus de Paris, représentant la Société nationale d'encouragement; H. Sagnier, directeur du *Journal d'agriculture*; de Barral; une délégation de la Société d'agriculture de la Somme; divers représentants des comices agricoles de Douai, Lille, Avesnes, Denain, etc., plus un certain nombre de députés, conseillers généraux, sous-préfets, conseillers de préfecture, etc., etc.

M. le préfet se lève. Il dit que M. Méline a été empêché de venir à Lille par le surcroît de travail de la fin de l'année. Il regrette ce contre-temps, car il eût été heureux de donner publiquement au ministre le témoignage de reconnaissance qui lui est dû pour l'intérêt qu'il n'a cessé de montrer à l'agriculture du Nord. M. Méline, poursuit M. Cambon, devait distribuer quelques-unes de ces récompenses que d'aucuns méprisent, mais qui n'en sont pas moins une marque de distinction. Affaire remise n'est pas perdue; il les apportera dans un prochain voyage qu'il se propose de faire à Lille. Je suis convaincu, dit en terminant M. Cambon, d'être l'interprète des sentiments de l'agriculture du Nord tout entière en adressant à M. Méline l'expression de sa gratitude.

La parole est au président de la Société. Celui-ci rend hommage au président nommé de 1884, M. Corenwinder, décédé récemment et dont il a dû prendre la place. Il regrette l'absence de M. Méline, dont il loue le dévouement constant aux intérêts de l'agriculture. Puis il commente la législation sucrière. Si la loi, dit-il, eut été appliquée cette année comme elle le sera dans trois ans, le Trésor aurait encaissé un droit considérable sur du sucre n'existant pas dans la betterave. Dans ces conditions, il n'y a pas de doute que c'est le cultivateur qui aurait eu à supporter toute la charge de ce lourd supplément d'impôt, le fabricant n'étant qu'un intermédiaire. C'est là ce qui inquiète les producteurs de la betterave sucrière, ce qui amènera certainement l'abandon de cette culture, la seule industrielle encore possible, s'il n'est donné des garanties à ceux qui font des efforts pour maintenir cette suprême ressources des campagnes du Nord.

Le président termine en disant que l'agriculture attend avec impatience le vote d'une loi protectrice sur les céréales et les bestiaux; il souhaite que les représentants du Nord au Parlement aident le gouvernement dans cette tâche difficile.

M. Renouard prend ensuite la parole. Le secrétaire général de la Société des agriculteurs a su donner de l'intérêt à un sujet qui paraissait en soi fort aride. Il a été chaleureusement applaudi et félicité. Nous regrettons de ne pouvoir donner que quelques extraits de ce discours, d'un tour vraiment littéraire, tout plein d'esprit et de bonne humour. M. Renouard débute ainsi :

Je ne connais pas de jouissance d'esprit plus agréable que la lecture des *Géorgiques*. Les conseils utiles foisonnent dans ce poème, les données pratiques s'y rencontrent à l'envi, et les règles de l'agriculture qu'y décrit le tendre poète seraient encore bien souvent utiles à consulter aujourd'hui. Je n'en veux pour preuve que les préceptes relatifs à la fabrication du vin, où, pour corriger l'âpreté des jus, Virgile dit tout au long qu'il faut sucrer les vendanges :

*Nec tantum dulcia quantum*
*Et liquida, et durum Bacchi dormitura saporem.*

Nous devons croire, Messieurs, que nous n'avons guère progressé depuis cette époque, car l'article de la loi sur les sucres, relatif au sucrage des vins, n'a pas encore, que je sache, trouvé sa mise en pratique.

Je ne m'étonne pas, dès lors, du bonheur des cultivateurs au temps de Virgile, et je comprends aujourd'hui comment ce brave poète trouve un si grand plaisir à louer le travail des champs :

*Fortunatus et ille deos qui novit agrestes*

Mais il faut avouer qu'aujourd'hui nous devons bien rabattre de ce principe. Quiconque s'aviserait de dire que le cultivateur est heureux, s'attirerait un *tollé* général de tous les gens de métier... et des autres avec eux, car, s'il est une chose sur laquelle tout le monde soit bien d'accord, c'est que l'agriculture traverse une crise dont l'acuité n'est pas contestable. Que faut-il donc pour nous rendre heureux!

La question est complexe pour beaucoup de monde, mais, en réalité, elle est bien simple.

Un proverbe dit qu'il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée. Ma foi, si les proverbes ont du bon, ils ont le tort grave de ne pas être toujours assez complets pour régler définitivement toutes les questions qui divisent les hommes; la sagesse des nations n'a jamais dit, que je sache, à quelle heure la porte devra s'ouvrir et se fermer, et, pour ces difficultés de premier ordre, il faut bien avoir recours aux *intéressés*. Or, ceux-ci sont tous d'accord pour demander qu'actuellement la porte soit bien fermée, fermée suffisamment pour permettre d'élever du bétail dans des conditions rémunératrices, fermée pour leur permettre de cultiver leur blé sans qu'il en résulte une perte sensible, fermée, enfin, pour qu'il leur soit loisible de cultiver la betterave sans risquer de voir cette culture écrasée par une introduction, sans cesse renouvelée, de sucres allemands et autrichiens.

M. Renouard résume ensuite la manière dont a été conduit le concours betteravier de 1884. Il termine ainsi :

Il serait puéril de nier qu'il y a crise. Tout le monde le sait. Mais si tout le monde le sait, bien des personnes diffèrent sur les remèdes à y appliquer. Nous autres, conseillons le droit de douane, et nous pensons que ce remède est d'une application simple et facile.

Nos adversaires conseillent... une réforme de l'impôt, un renouvellement de l'outillage agricole, une culture plus soignée et mieux entendue.

La réforme de l'impôt est actuellement passée à l'état de cliché, car depuis 1871, elle est à l'ordre du jour de nos assemblées parlementaires. La proposer à l'agriculture, c'est la renvoyer aux calendes, et l'agriculture n'a pas ce temps-là. (Très bien! Très bien!)

Ajouter à cela que le *perfectionnement* des méthodes, que la plus large emploi des engrais, que le renouvellement de l'outillage produiraient merveille, *c'est apprendre* aux cultivateurs ce qu'ils savent déjà. Si vous produisez du blé à perte, nous dit-on doctoralement, faites de la viande ou faites de la culture industrielle, ou faites de culture maraîchère. Un journal de Paris, des plus lus réputé sérieux, ne conseillait-il pas dernièrement aux cultivateurs de faire des fruits et des oignons Mais ces substitutions miraculeuses ne se font pas en un clin-d'œil, souvent même, malheureusement, elles ne se font pas du tout. Beaucoup de cultivateurs sont convaincus que le bétail leur rapporterait souvent plus que le blé, c'est pour eux bien clair, mais qui peut songer à faire du bétail dans les régions agricoles où ni la qualité du sol ni le morcellement de la propriété ne permettent de faire de la viande!

Et quand je songe que pour faire tout cela, il faut de l'argent, et que le cultivateur ne trouve au fond de son sac que.... le diable, il me semble qu'il est bien difficile de concilier cet avec cela. Prodiguer actuellement de semblables exhortations à la culture, c'est comme si on venait dire à un industriel, au moment où il n'a pas le sou : « Remontez votre fabrique sur un grand pied, renouvelez vos machines, il ne s'agit pour bien marcher que de dépenser beaucoup. » L'industriel, ahuri, répondrait qu'il lui faudrait d'abord des capitaux. Pour nous, nous rétablirons à ces honorables conseillers en les renvoyant à la fable de Florian : *Le Singe et la Lanterne magique*, où il se rencontre un volatile qui seul voit quelque chose, bien que la lanterne ne soit pas allumée.

Il s'agit de considérer d'ailleurs, pour prouver l'efficacité des droits de douane, les résultats déjà palpables, taxe, toute incomplète qu'elle est.

Dieu sait comme nous avons eu de peine à obtenir cette surtaxe, combien nous avons lutté, notamment contre les 5 ou 6 nababs qui représentaient la raffinerie française, — je pourrais presque dire la raffinerie allemande.

Ces manufacturiers auraient voulu qu'on s'occupât uniquement de leur industrie et n'ont jamais proposé que des mesures qui pouvaient leur être personnellement utiles; ils avaient oublié la fabrique de sucre et toutes les autres formes du travail qui font, et en aussi, partie de la richesse nationale. Tous les moyens mis par eux en avant se sont réduits à proposer de décoiffer saint Paul pour coiffer saint Pierre, si l'on veut bien me per-